

MUNICIPAL *times*. Magazine

Une publication conçue
avec CGLU pour mettre
à profit les savoirs des
autorités locales et
régionales et de tous
les participants aux
événements mondiaux
majeurs.

Numéro 1 | Novembre 2022



urbanjournalism.institute/municipaltimes

DIRIGEANTS LOCAUX, ENGAGEMENT UNANIME

INDEX



3 EDITORIAL

4 **LE SOIN, LA CONFIANCE
ET UN AVENIR FÉMINISTE
PARTAGÉ**

5 **UN PLAN STRATÉGIQUE
POUR L'AVENIR**

9 **UN LEADERSHIP
RENOUVELÉ**

15 **FAÇONNER L'AVENIR,
FAÇONNER LE RÉCIT**

TOWN HALL INTERVIEWS

18 **SOPHIA TORRES**

20 **EUGENIE BIRCH**

21 **GREG MUNRO**

La *Municipal Times* est une publication en ligne de l'Institut de Journalisme Urbain, une initiative d'OnCities2030, développée avec Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

Des extraits du *Municipal Times* peuvent être réutilisés dans d'autres publications sous conditions qu'ils soient cités de manière appropriée. Les versions électroniques du *Municipal Times* sont consultables à l'adresse urbanjournalism.institute.

Les numéros rédigés lors du 7ème Congrès de CGLU, qui s'est tenu en octobre 2022 à Daejeon en République de Corée, ont été possibles grâce à (par ordre alphabétique) : Paula Ballester, Ilija Gubic, Thibaut Nguyen, Laura Puttkamer, Laney Stone et Nhusha Vu.

Éditeurs : Xavier Mestres et Ana B. Moreno.
Identité visuelle et conception graphique : Andrea Posada.
Design numérique : Julián Valencia.

L'équipe de *Municipal Times* souhaite remercier le Secrétariat de CGLU pour son soutien, ses recommandations et sa participation au projet.

Droits d'auteur des photos de couverture, page 1, 4, 7, 9, 10, 11, 12, 15, 16, 19, 20 et 21 : CGLU (www.flickr.com/photos/uclg/).

Pour toute information, commentaire ou contribution au *Municipal Times*, veuillez contacter municipaltimes@oncities.org.

EDITORIAL

UN NOUVEAU PAS EN AVANT

La plus grande rencontre au monde des maires, des responsables locaux et régionaux et de leurs associations s'est achevée le 14 octobre 2022 à Daejeon, en Corée du Sud. Pour la plupart d'entre eux, c'était la première fois depuis le déclenchement de la pandémie de COVID-19 qu'ils se réunissaient à nouveau.

Pendant les pires moments de la crise sanitaire, les villes furent en première ligne, travaillant sans relâche pour accomplir leur devoir : maintenir le lien, prendre soin et renforcer la cohésion. C'est grâce aux rencontres virtuelles bilatérales ou collectives que les maires purent se soutenir, continuer le dialogue, unir leurs forces, trouver des solutions communes ou échanger des pratiques concrètes : production de masques, distribution de nourriture, continuité des services pour chacun, assistance aux plus vulnérables ou amélioration des soins de santé.

Les conséquences socio-économiques de la pandémie sont devenues le nouveau défi mondial. Les collectivités locales ont exigé des plans de relance efficaces à tous les échelons territoriaux. Jamais auparavant l'action locale comme force motrice d'un modèle résilient et durable, n'avait paru si évidente ou incontournable.

*Durant toute cette période, de 2020 à 2022, CGLU a conservé son rôle clé de catalyseur auprès de ses membres. Parallèlement aux questions urgentes, un processus de co-création multipartite aussi structuré que stimulant et inspirant, a permis un programme commun de relance sur le long terme. Ce mécanisme s'est conclu par l'approbation du **Pacte pour l'Avenir de l'Humanité**, un engagement ferme des dirigeants locaux et régionaux à agir, comme représentants de leurs citoyens, en faveur d'une transformation durable et solidaire.*

Cette déclaration marquante s'est accompagnée de l'élection d'une nouvelle direction pluri-régionale de CGLU, présidée pour la toute première fois par une femme, Carolina Cosse, Maire de Montevideo.

Le Pacte est une étape audacieuse et stratégique du multilatéralisme territorial. Les 23 et 24 septembre 2024, les Nations unies célébreront le "Sommet du futur : des solutions multilatérales pour un avenir meilleur". Les dirigeants locaux ont d'ores et déjà préparé leur contribution. Ils sont prêts à dialoguer, à participer et à s'engager au cœur du multilatéralisme.

LE SOIN, LA CONFIANCE ET UN AVENIR FÉMINISTE PARTAGÉ



Le 7e Congrès mondial et Sommet des dirigeants locaux et régionaux de CGLU s'est achevé le 14 octobre 2022 avec la participation de plus de 3 000 responsables du monde entier. L'adoption du Pacte pour l'Avenir de l'Humanité a été le plus significatif des résultats de l'événement, qui s'est tenu à Daejeon en Corée du Sud.

Sur la base des conclusions du dernier Congrès de CGLU en 2019 à Durban (Afrique du Sud), le Congrès a encore intensifié le dialogue entre les collectivités locales et les organisations de la société civile en créant un mécanisme, le Town Hall, qui a alimenté chacun des trois axes du Pacte pour l'Avenir (les personnes, la planète et le gouvernement).

Société civile, universitaires, professionnels, jeunes, personnes âgées, associations de femmes, ont entre autres participé à ce processus de préparation du Pacte durant près de trois ans. CGLU a aussi étroitement collaboré avec des organisations intergouvernementales telles que le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme, l'Organisation Mondiale de la Santé, l'Organisation Internationale pour les Migrations, le Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes et ONU Femmes.

Les promesses et les engagements du Pacte ont été débattus durant chaque session à Daejeon, proposant le soin, le féminisme, l'accessibilité, la confiance et la transition écologique comme les domaines d'action clés à son accomplissement.

Comme le stipule le document approuvé, pour "un monde qui relie les actions locales aux tendances mondiales, et introduit une perspective territoriale aux agendas mondiaux. Pour un monde féministe qui prend soin et garantit l'égalité des droits pour tous. Pour un monde dirigé par des populations informées, dotées d'un esprit critique et d'un pouvoir de décision".

Un appel au mouvement mondial des Municipalités Féministes
Le Congrès et Sommet de Daejeon a été le témoin d'une avancée historique du mouvement municipal féministe mondial avec l'élection de la première femme maire à la présidence de CGLU.

Carolina Cosse, Maire de Montevideo depuis novembre 2020, et ancienne Ministre de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines de l'Uruguay, sera accompagnée de cinq autres femmes maires à la direction de CGLU : Ada Colau, Maire de Barcelone ; Anne Hidalgo, Maire de Paris ; Carola Gunnarson, Maire de Sala ; Asmaa Rhlalou, Maire de Rabat ; ou Fatimetou Abdel Malick, Présidente de la Région de Nouackchott.

L'un des engagements du Pacte pour l'Avenir est "d'appeler à un leadership féministe", et de "favoriser une approche féministe de l'action politique".

UN PLAN STRATÉGIQUE POUR L'AVENIR

Le Pacte pour l'Avenir, résultat du Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux de CGLU à Daejeon

Le Pacte pour l'Avenir est le document clé du Congrès mondial de 2022. Il définit les priorités stratégiques de l'Organisation de 2022 à 2028. Avec le Pacte, les collectivités locales et régionales réaffirment qu'elles sont prêtes à rejoindre leurs partenaires nationaux et internationaux dans la mise en œuvre de changements significatifs.

Ces collectivités ont prouvé à quel point elles étaient prêtes à mener des actions concrètes, réelles et durables dans le temps, avec le concours actif des citoyens, des populations et des familles. C'est un effort mondial que les gouvernements locaux, régionaux et nationaux se doivent de produire pour tenir leurs engagements vis-à-vis des Objectifs de développement durable, de l'Agenda 2030, de l'Accord de Paris et du Nouvel Programme pour les villes, en conformité avec les traités des Droits de l'Homme. Ces progrès et leur réussite profiteront, non seulement à tous les citoyens d'aujourd'hui, mais aussi aux générations à venir.

Le Pacte est une initiative mondiale fondée sur l'espoir en un avenir meilleur. Il démontre qu'une autre voie est possible et que les ressources, les moyens intellectuels, les compétences et le désir de changement sont suffisamment abondants.

À travers ce Pacte pour l'Avenir, les membres de CGLU et le groupe constitué des gouvernements locaux et régionaux réaffirment leur engagement en faveur du pouvoir de l'action collective, de l'autonomisation, de la propriété partagée, de la cocréation, de la coopération et de la solidarité internationales, pierres angulaires des sociétés harmonieuses et durables.

Selon leurs propres termes, le Pacte "s'appuie sur ceux qui ont construit le mouvement depuis plus d'un siècle". Il célèbre "le pouvoir du Nous, inspire notre vision et concrétise nos engagements. Le Pouvoir du Nous résume pour les villes à la fois le désir et la manière de contribuer à un avenir meilleur, plus sûr, plus accessible, plus pacifique et plus égalitaire par la voix et l'action collectives".

En choisissant de "placer la solidarité au cœur" du Pacte pour l'Avenir, les membres de CGLU et leurs partenaires entendent ainsi réaffirmer "notre humanité commune" et "rejeter la cupidité, les préjugés et la division". Les trois axes du Pacte (Personnes, Planète, et Gouvernement) mettent en évidence la prise en considération des droits de l'homme pour tous et de l'intégrité de la planète.



© Pramod Tiwari

LES DÉFIS

LES PERSONNES :

Aujourd'hui, malheureusement, le terme "personnes" est synonyme d'inégalité. Mais, il ne devrait pas en être ainsi. Si tous les protagonistes unissaient leurs forces, il devrait être synonyme d'égalité, de réduction de la pauvreté, de participation politique inclusive et équitable, d'accessibilité aux services, de solidarité, de dignité et de travail décent.

LA PLANÈTE :

Aujourd'hui, malheureusement, le mot "planète" est synonyme d'urgence climatique, de dégradation de l'environnement, de destruction de la biodiversité et de surexploitation des ressources naturelles. Mais il ne devrait pas en être ainsi. Si tous les protagonistes unissaient leurs forces, le mot "planète" devrait être synonyme de nouveaux modes de consommation et de production, de protection de la biodiversité, d'empreinte carbone neutre, de réduction des risques et de résilience.

LE GOUVERNEMENT :

Aujourd'hui, malheureusement, dans de nombreuses régions du monde, le mot "gouvernement" est synonyme d'absence de représentativité dans les modes de gouvernance, et de manque de confiance entre les citoyens et les institutions. Mais, il ne devrait pas en être ainsi. Si tous les acteurs unissaient leurs forces, le mot "gouvernement" devrait devenir synonyme de démocratie et de dialogue ouvert, constructif et continu entre les différentes parties.



© Sam Poullain



LES TROIS PACTES POUR CONDUIRE LA TRANSFORMATION

Le Pacte pour l'Avenir des Personnes met l'individu au centre, approfondit les besoins des générations actuelles et élargit les droits des générations futures en garantissant l'accès aux biens communs et aux services publics. Tout en reconnaissant l'impact des inégalités croissantes au sein des villes et entre elles, le Pacte vise à assurer une équité et une justice intersectionnelle pour tous et en tout lieu.

L'Avenir de la Planète préconise des organisations et des modes de vie respectueux de notre planète, qui renforcent la résilience et la durabilité grâce à des politiques qui renaturent nos modèles de production et de consommation, qui seront les pierres angulaires du Pacte pour l'avenir et qu'aucun acteur ou niveau de gouvernement ne peut réaliser seul.

L'Avenir des Gouvernements repose sur la velléité des populations à transformer les modes de gouvernance. C'est une occasion absolument unique de répondre aux défis auxquels nous sommes confrontés, et de garantir ainsi la transformation de nos sociétés et de nos institutions.

Ce sont des extraits du Pacte pour l'Avenir.
Vous pouvez lire la version complète du document [ici](https://www.uclg.org/sites/default/files/pactpourlavenirdecglu.pdf).
<https://www.uclg.org/sites/default/files/pactpourlavenirdecglu.pdf>

Fernando Gray, Maire d'Esteban Echeverría

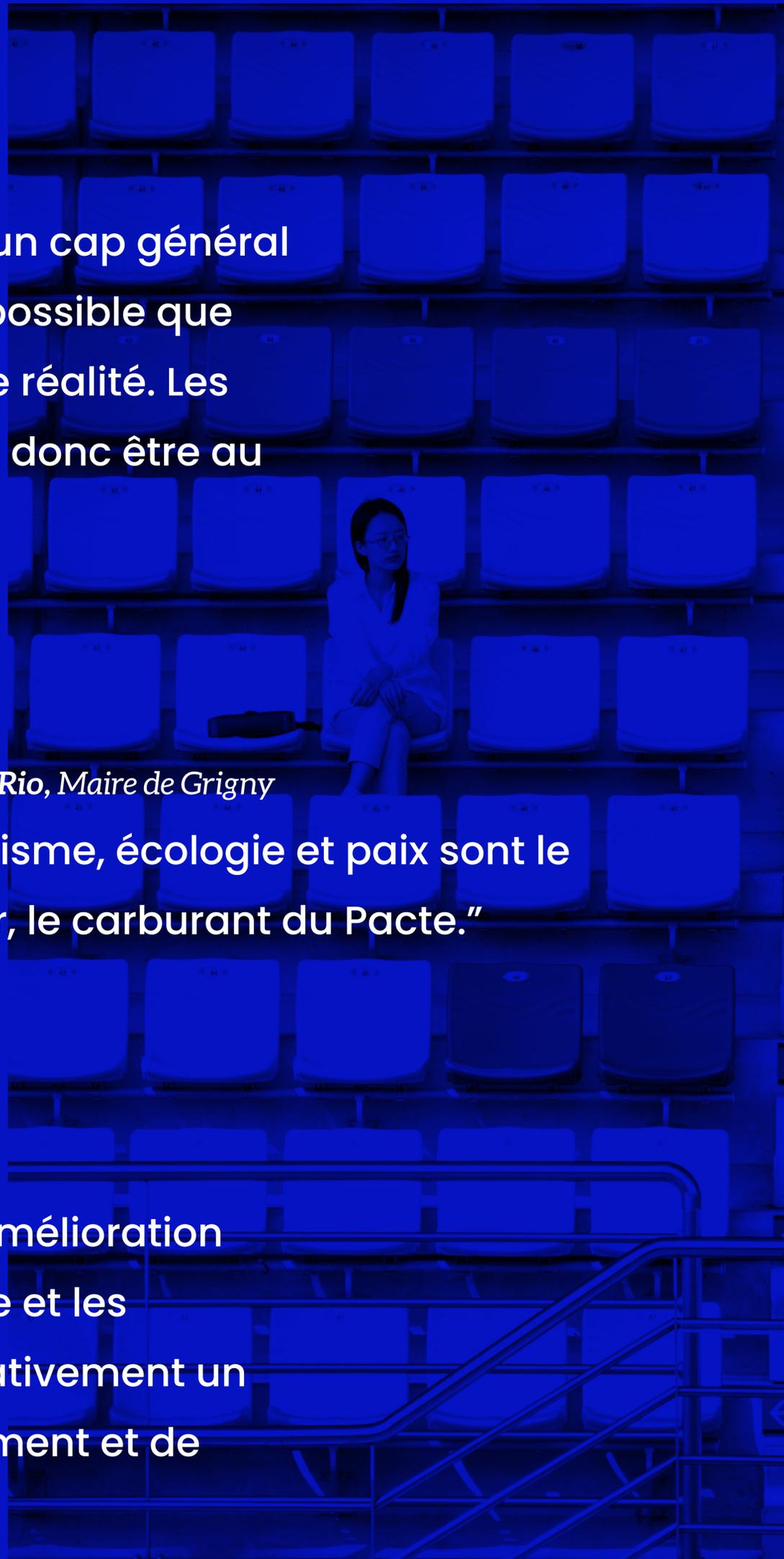
“S’il est vrai que les ODD fixent un cap général élargi, leur réalisation ne sera possible que si les villes peuvent en faire une réalité. Les gouvernements locaux doivent donc être au centre de la discussion.”

Philippe Rio, Maire de Grigny

“Féminisme, écologie et paix sont le moteur, le carburant du Pacte.”

Noraini Roslan, Maire de Klang

“Notre avenir repose sur l’amélioration des relations avec la nature et les écosystèmes. Il faut impérativement un changement de comportement et de culture.”



UN LEADERSHIP RENOUVELÉ



Les membres élus des organes de décision de CGLU pour 2022–2026 assureront la réalisation du Pacte pour l’Avenir

Le Sommet Mondial des Dirigeants Locaux et Régionaux de 2022 a été marqué par le renouvellement des instances politiques de CGLU et de sa direction politique, jusqu’au prochain Congrès. Le cabinet présidentiel de CGLU est élu par le Conseil Mondial dans le cadre du Sommet Mondial des Dirigeants Locaux et Régionaux de CGLU. Pour s’assurer que leur mandat démocratique leur soit pleinement octroyé par les élus locaux du monde entier (conformément à la Constitution de CGLU) les membres de la Présidence doivent être titulaires d’un mandat électoral local. Ils doivent également être à la tête d’une collectivité locale ou d’une association nationale de gouvernements locaux.

L’élection de l’équipe présidentielle est un processus international encadré par un appel à candidatures. A l’issue d’un processus démocratique d’un an organisé par les délégations nationales et régionales des sections mondiales, le Conseil mondial nommé à Daejeon élit la présidence.

Les candidats ont été encouragés à maintenir la concertation interne pour aboutir à un cabinet représentatif de la diversité de l’Organisation, élu avec le plus grand consensus possible. Ce mandat offert aux candidats a été ratifié par le Bureau Exécutif et l’Assemblée Générale de CGLU. Il a mené la direction de CGLU à un accord pour développer une présidence collégiale, avec une présidence tournante pour un mandat d’un an.

DIRECTION DE CGLU 2022-2026

PRÉSIDENT ACTUEL



“Accompagnés de l’ensemble de la présidence et des femmes dirigeantes de notre organisation, nous chercherons à renforcer notre héritage féministe, afin que les voix des femmes et des filles ne soient pas seulement entendues, mais inspirent également le fondement de notre mouvement et de notre planète”.

Carolina Cosse

Maire de Montevideo

ÉQUIPE PRÉSIDENTIELLE EXÉCUTIVE TOURNANTE



Uğur Ibrahim Altay

Maire de Konya



Jan van Zanen

Maire de La Haye et Président de l’Association des municipalités néerlandaises (VNG)



Lee Jang-Woo

Maire de Daejeon

CO-PRÉSIDENTS



Johnny Araya
Maire de San José



Altay Kulginov
Maire d'Astaná



Li Mingyuan
Maire de Xi'an



Bekhe Stofile
Président de l'Association des gouvernements locaux d'Afrique du Sud (SALGA)



Berry Vrbanovic
Maire de Kitchener

TRÉSORIÈRE



Asmaa Rhlalou
Maire de Rabat

**COMISSION
PERMANENTE POUR
L'ÉGALITÉ DES GENRES**



Fatimetou Abdel Malick
Présidente du Conseil régional de
Nouakchott

PRÉSIDENT D'HONNEUR



Mohamed Boudra
Ancien maire d'AlHoceima et Président de l'Association
marocaine des présidents de conseils communaux

Représentation spéciale

AMBASSADEURS ET AMBASSADRICES DU PACTE POUR L'AVENIR



Ambassadrice pour l'Avenir des Personnes

Ada Colau

Maire de Barcelone



Ambassadrice pour l'Avenir de la Planète

Anne Hidalgo

Maire de Paris



Ambassadeur pour l'Avenir du Gouvernement

Yücel Yılmaz

Maire de Balıkesir

ENVOYÉS SPÉCIAUX



Envoyé spécial pour le Nouveau Programme
pour les Villes

Carlos Martínez

Maire de Soria



Envoyé spécial pour la liberté, la solidarité
et la lutte contre les violences envers les
dirigeants politiques locaux

Carola Gunnarsson

Maire de Sala



Envoyé spécial pour les systèmes
alimentaires

Mohamed Sefiani

Maire de Chefchaouen



Oleksandr Sienkevych, Maire de Mykolayiv

“Les gouvernements locaux ont la responsabilité d'affronter les défis auxquels sont confrontés les citoyens et ont besoin d'apporter un soutien continu à la relance et à la reconstruction.”

Irací Hassler, Maire de Santiago du Chili

“Nous devons écouter les jeunes et agir dès aujourd'hui pour assurer leur avenir. Les projets politiques ne peuvent pas être mis en œuvre sans l'aide des générations futures.”

Uğur Ibrahim Altay, Maire de Konya

“Conscients des défis et soucieux d'accomplir cet effort, nous sommes en mesure de contribuer à la revitalisation du système multilatéral.”



© UNHCR



FAÇONNER L'AVENIR, FAÇONNER LE RÉCIT



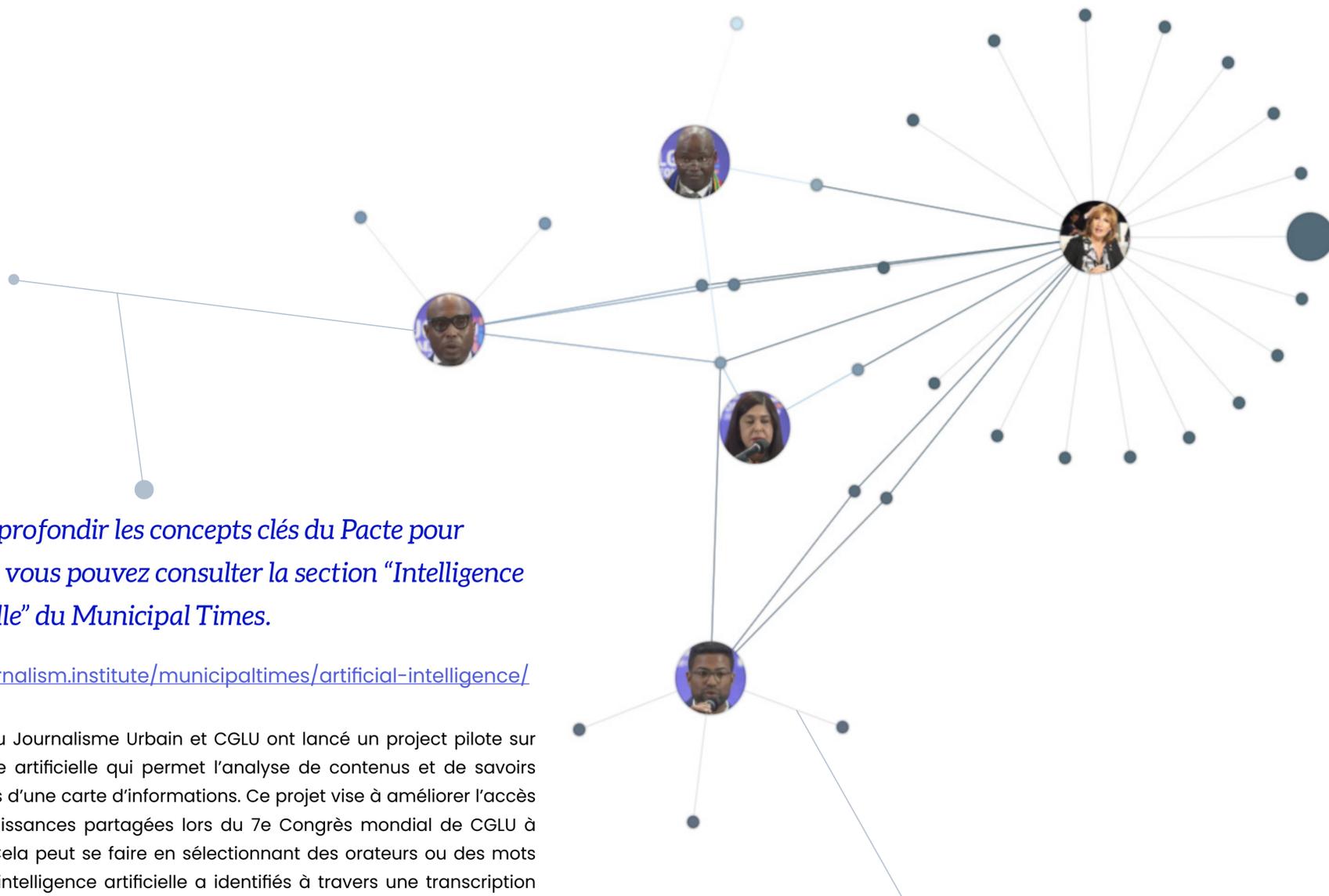
Les défis et les crises sans précédent auxquels le monde est confronté aujourd'hui exigent des engagements politiques orientés vers un avenir meilleur, où le rôle du mouvement des villes est crucial. Cela implique une participation et un engagement accrus des autorités locales, un renforcement de la démocratie, de la responsabilité et de l'appropriation.

Les agendas mondiaux adoptés par les Nations unies en 2015 et 2016 ont introduit des concepts qui ont fait leur chemin au cours de la dernière décennie. C'est le cas par exemple de la "localisation", du "développement territorial", de la "résilience", de l'"action climatique" ou des "partenariats".

Les trois engagements du Pacte pour l'avenir des Personnes, la Planète et les Gouvernements ont en commun qu'ils renouvellent le récit du développement, dont les progrès sont mesurables par l'état de l'environnement ou l'existence de populations pauvres, exclues et structurellement discriminées.

Le Pacte vise à "célébrer" le "pouvoir du Nous" des "démocraties centrées sur le soin" à garantir le "Droit à la Ville pour tous". Il préconise "la bienveillance et le partage réciproques", "l'honnêteté" et "la coresponsabilité". Il est porté par des "citoyens libres", un "leadership féministe", une "citoyenneté informée et émancipée" et des "imaginaires collectives".

Les Nations unies ont déjà annoncé la tenue d'un Sommet du Futur en 2024, dont le document final devrait également s'intituler "Un pacte pour l'Avenir". Le marathon vers le renouvellement des agendas de l'après-2030 a donc débuté.



Pour approfondir les concepts clés du Pacte pour l'Avenir, vous pouvez consulter la section "Intelligence artificielle" du Municipal Times.

urbanjournalism.institute/municipaltimes/artificial-intelligence/

L'Institut du Journalisme Urbain et CGLU ont lancé un projet pilote sur intelligence artificielle qui permet l'analyse de contenus et de savoirs par le biais d'une carte d'informations. Ce projet vise à améliorer l'accès aux connaissances partagées lors du 7e Congrès mondial de CGLU à Daejeon. Cela peut se faire en sélectionnant des orateurs ou des mots clés que l'intelligence artificielle a identifiés à travers une transcription automatique des sessions. Elle peut amener les spectateurs à la seconde exacte où un mot ou une phrase est formulée. Elle génère également des cartes d'informations qui permettent de naviguer à travers les sujets abordés pendant les sessions et de mettre en relation les contenus et les intervenants, en croisant les thématiques.

Compréhension anthropologique, compassion, libération collective...

L'utilisation de l'intelligence artificielle permet d'analyser la trame narrative du Pacte et le pouvoir de la langue dans la construction de visions communes.

"Nous sommes la mer, nous sommes l'océan, nous devons nous réveiller à cette vérité ancienne..."

Cette citation d'Epeli Hau'ofa, écrivain et anthropologue tongien et fidjien, a introduit le discours de l'activiste Pefi Kingi le 13 octobre 2022 à Daejeon.

Pefi Kingi a une voix énergique, construite par la culture de ses ancêtres, façonnée par la connaissance des dialectes et des langues et animée par l'espoir. Elle est née et a grandi à Niue et a fait ses études en Nouvelle-Zélande puis aux États-Unis. En 2009, Pefi a reçu la Médaille du service de la Reine pour ses services rendus à la communauté des îles du Pacifique et elle travaille actuellement en tant que correspondante régionale du Pacifique pour les Migrations.

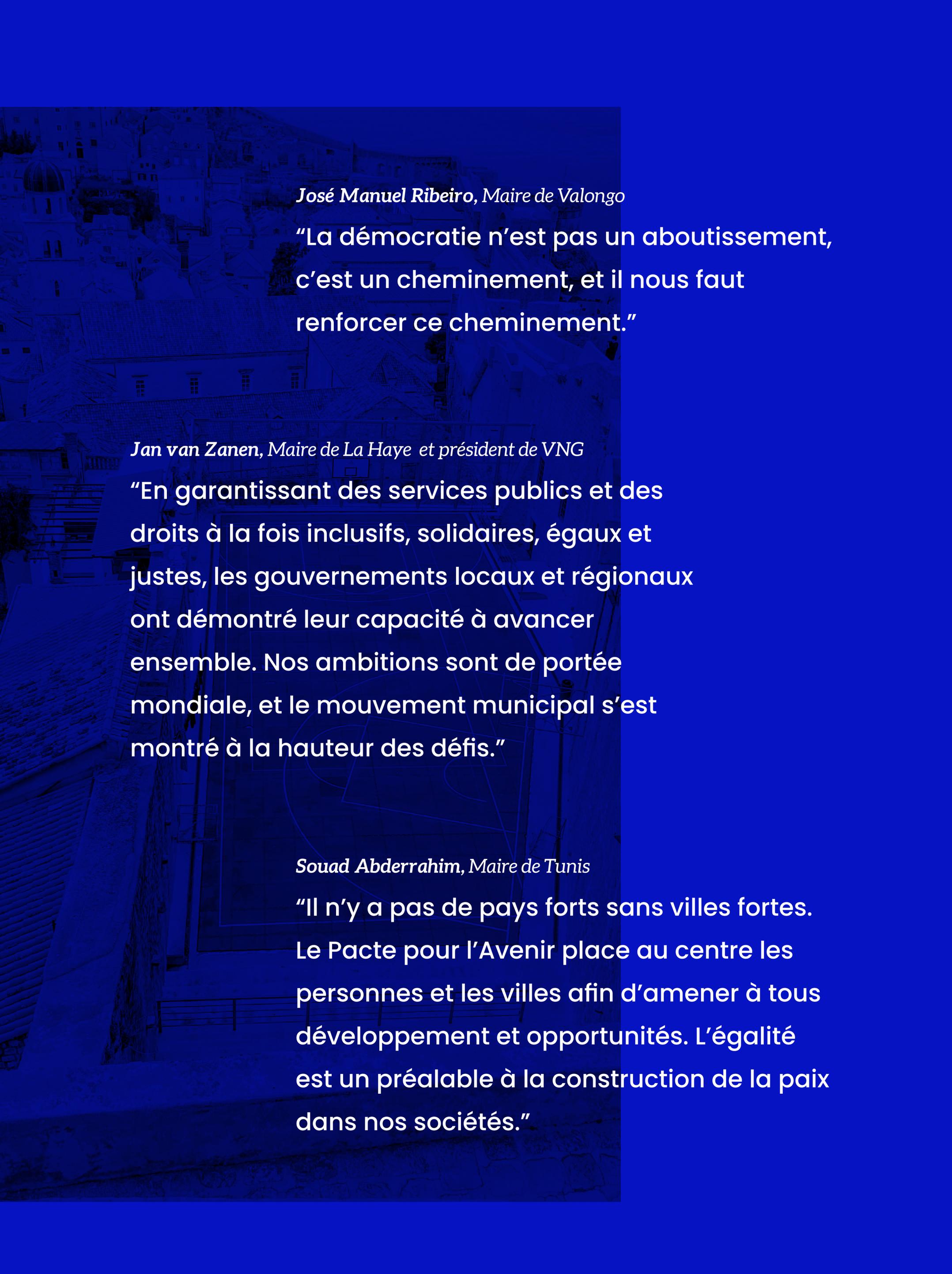
Dans son discours en séance plénière sur le Pacte pour l'Avenir pour la Planète, elle a fait référence à des documents officiels, des extraits de ce qu'elle considérait pertinent, puis elle a introduit des concepts qui, pour ceux qui travaillent dans le domaine du développement durable, leur sont familiers.



L'outil d'intelligence artificielle piloté par l'Urban Journalism Institute et CGLU pendant le Congrès Mondial a permis de découvrir également d'autres concepts souvent absents des rapports et synthèses officiels.

L'attention, la compassion, la libération collective, la compréhension humaine ont été mentionnées, tout comme les cinq principes du Traité de Waitangi, le texte fondateur de la constitution d'Aotearoa Nouvelle-Zélande : Kawanatanga (le principe de gouvernement) ; Rangatiratanga (le principe d'autogestion) ; le principe d'égalité ; le principe de coopération et le principe de réparation.

"Nous vous demandons, à vous dirigeants de CGLU, d'envisager de soutenir les pertes et les dommages et de considérer soutenir les réparations".



José Manuel Ribeiro, Maire de Valongo

“La démocratie n’est pas un aboutissement, c’est un cheminement, et il nous faut renforcer ce cheminement.”

Jan van Zanen, Maire de La Haye et président de VNG

“En garantissant des services publics et des droits à la fois inclusifs, solidaires, égaux et justes, les gouvernements locaux et régionaux ont démontré leur capacité à avancer ensemble. Nos ambitions sont de portée mondiale, et le mouvement municipal s’est montré à la hauteur des défis.”

Souad Abderrahim, Maire de Tunis

“Il n’y a pas de pays forts sans villes fortes. Le Pacte pour l’Avenir place au centre les personnes et les villes afin d’amener à tous développement et opportunités. L’égalité est un préalable à la construction de la paix dans nos sociétés.”

INTERVIEW

TOWN HALL SUR LES BIENS COMMUNS MONDIAUX

Sophia Torres

Plateforme Mondiale pour le Droit à la Ville

“Passer de la participation à la co-gestion”

« Biens communs » est le document d'orientation issu du Town Hall, un espace de dialogue entre la société civile et les dirigeants politiques des autorités locales et régionales. La Plateforme mondiale pour le droit à la ville est l'une des principales organisations à avoir présenté ses conclusions au Congrès mondial et au Sommet des dirigeants mondiaux de CGLU. Le processus de Town Hall a également été soutenu par la Coalition des villes pour les droits numériques, l'Open Society Foundation, Accord, l'UNICEF et la FAO. Le document final est disponible [ici](#).

Sophia Torres est membre des équipes du Secrétariat général de la Plateforme Mondiale pour le Droit à la Ville et de la Coalition Internationale de l'Habitat. Elle travaille sur des sujets liés à la défense des intérêts mondiaux. Sophia est titulaire d'un diplôme en relations internationales de PUC-SP et d'un master en politique urbaine de Sciences-Po Paris. Elle est spécialisée dans les politiques publiques urbaines et se concentre sur le droit au logement et le droit à la ville, notamment dans le contexte sud-américain.

Quel est votre point de vue sur le processus du Town Hall et ses progrès jusqu'à présent ?

Nous avons eu la chance de participer au premier processus du Town Hall en 2019 et de le poursuivre ici à Daejeon. Je vois des progrès dans la transposition à plus grande échelle du processus. Je pense que l'expérience de Durban était vraiment bonne, mais nous sommes heureux que sa portée soit plus ambitieuse. À Durban, nous avons enrichi le mécanisme de quelques messages clés grâce à des documents d'orientation et du Town Hall. Cette fois-ci, c'était complètement différent. Nous avons mené pendant dix mois un programme d'échanges et de débats qui ne se sont pas déroulés uniquement entre nos quelques organisations, comme ce fut le cas à Durban, mais avec beaucoup d'autres. Les interactions et les alliances entre les organisations au sein de notre Town Hall, mais aussi avec d'autres Town Halls, ont été très fortes, et j'en suis particulièrement heureuse.

L'engagement formel à ce que ce mécanisme s'adapte et devienne plus participatif est un autre point à retenir. L'un de nos messages clés est “passer de la participation à la co-gestion”, et la façon dont le Town Hall est organisé nous permet d'avancer lentement dans cette direction. La preuve en sera faite par la suite. Nous sommes très satisfaits de ce que nous avons présenté et des idées élaborées ensemble.

Nous sommes encore en train de voir comment cela peut s'aligner avec la vision du Pacte pour l'Avenir. Nous sommes convaincus que c'est compatible, mais ce qui compte, c'est que l'ensemble de l'écosystème CGLU adopte ces idées et les mette en œuvre. Le chemin est tracé, nous sommes très enthousiastes et il reste beaucoup à faire.

Quelles conclusions tirez-vous du Congrès ?

La première chose à retenir du débat qui a précédé le congrès était la discussion autour des biens communs mondiaux et locaux. Nous nous demandions si nous devions trouver un terrain d'entente pour qu'ils coexistent ? Ce que nous avons conçu durant notre Town Hall est une vision très locale des biens communs; pas juste des biens en eux-mêmes, mais de la mise en commun en tant que processus garantissant la responsabilité sociale des entreprises par la co-gestion des ressources et du patrimoine entre la société civile et les collectivités locales. C'est en soi un exercice qui change la façon dont les décisions sont prises et qui rétablit la confiance.

Le deuxième point à retenir est que ce processus de mise en commun ou de gestion conjointe, et pas seulement de participation, est une étape clé dans le renouvellement du contrat social. Notre conviction est qu'il n'y a pas de nouveau contrat social sans le peuple, le gouvernement ou la planète. Pour que le lien entre le peuple et le gouvernement fonctionne, nous devons faire un pas en avant et penser au-delà de notre représentation habituelle de la participation, pour nous orienter davantage vers la cogestion et le travail en commun ; voici notre principale recommandation.

Dans notre document, nous établissons des mesures concrètes qui permettent aux gouvernements locaux et régionaux de mettre en commun et de perfectionner leurs initiatives afin que d'autres formes de mise en commune se développent. Cela se produit au niveau local et transforme la façon dont nous prenons des décisions et trouvons des réponses pour vivre ensemble. Agir au niveau local renouvelle la légitimité de la société civile et des collectivités locales quant à leur implication dans la gouvernance multilatérale.



Sophia Torres

Comment voyez-vous le Pacte pour l'Avenir ?

Je trouve le Pacte ambitieux, mais nécessaire. Pour mener ces politiques tant à l'échelle locale que mondiale, ces acteurs doivent bénéficier d'une vision commune. Ce dont nous avons vraiment besoin, c'est que les recommandations des Town Halls soient pleinement intégrées dans le Pacte, cela inclut les propositions d'actions concrètes. L'étape suivante sera consacrée à l'articulation entre la vision et l'action. Je pense que ce Pacte fixe cette vision et qu'il s'agit d'une vision ambitieuse. Durant le Congrès, beaucoup ont évoqué l'idée que CGLU incarne la maturité du mouvement municipaliste, et je pense que le Pacte en est une vision. Depuis la pandémie, il est clair que les populations ont beaucoup d'attentes quant à leur capacité d'agir, et la vision doit donc être à la hauteur de cette responsabilité.

Le Pacte propose une approche claire et plurielle. Maintenant nous verrons de quelle façon CGLU peut traduire cette vision en action. Comment le local peut-il, par l'action conjointe des collectivités et de la société civile, agir à l'échelle planétaire ?

C'est la principale conclusion que je tire du congrès : il y a eu de nombreux enseignements, il y a une réelle capacité d'agir et une conviction que nous pouvons agir collectivement. Les pions sont en place, il ne nous reste plus qu'à les mettre en marche.

Quelles sont les prochaines étapes pour votre organisation ?

Notre organisation est et sera toujours attachée à la mise en œuvre et à la reconnaissance du Droit à la Ville. Nous espérons continuer à mener ce travail avec CGLU et les autorités locales. Unis ainsi, nous espérons pouvoir réclamer une reconnaissance totale du droit à la ville avec le soutien du système multilatéral, auprès de l'ONU et des organisations des droits de l'homme, par exemple.

Nous continuerons à travailler en ce sens, et notamment avec les autorités locales pour que leurs politiques soient respectueuses du Droit à la Ville et combler le fossé entre les actes et les promesses formulées dans les instances internationales. C'est dans la continuité de notre travail. Nous voulons établir un programme de politiques municipales spécifiquement dédié au Droit à la Ville. Cela a d'ailleurs fait l'objet d'une présentation aujourd'hui lors d'une séance.

D'un autre côté, nous sommes très enthousiastes à l'idée de poursuivre la discussion avec CGLU et les collectivités locales sur la reconnaissance et la promotion des biens communs et de la mise en commun comme stratégie pour faire avancer le Droit à la Ville. La discussion d'hier au Town Hall était vraiment intéressante et nous voyons que les gouvernements comprennent ce qu'est la mise en commun. Mais nous devons encore travailler sur les moyens de mettre en œuvre concrètement les pratiques de mise en commun. De nombreuses villes montrent la voie, mais nous devons continuer à sensibiliser et à utiliser les ressources dont nous disposons pour aider ces acteurs à poursuivre la mise en œuvre de nos idées.

INTERVIEW

TOWN HALL SUR CONFIANCE ET GOUVERNEMENT

Eugenie Birch

Présidente de l'Assemblée générale des partenaires

"Le Pacte nous ouvre à des domaines auxquels, en tant que société civile, nous pouvons coopérer avec les dirigeants locaux"

"L'heure d'un nouveau contrat social: rétablir la confiance envers les gouvernements locaux". C'est le document d'orientation issu du processus du Town Hall, un espace de dialogue entre les instances internationales de la société civile et des collectivités locales et régionales. L'Assemblée Générale des Partenaires est en effet une des principales organisations à avoir présenté ses conclusions au Congrès Mondial et au Sommet des Leaders Mondiaux de CGLU. Le mécanisme Town Hall a également été soutenu par le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert, Fixed Africa, International IDEA, ONU-Habitat ainsi que les caucus Jeunesse, Féminisme et Accessibilité. Le document final est disponible [ici](#).

Eugenie Birch est présidente de l'Assemblée générale des partenaires, la plateforme d'engagement pour la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les Villes des Nations unies, et titulaire de la chaire Lawrence C. Nussdorf de recherche et d'éducation urbaines à l'Université de Pennsylvanie. Elle est également présidente du Graduate Group in City and Regional Planning, codirectrice du Penn Institute for Urban Research et corédactrice de la collection City in the 21st Century, aux éditions de l'Université de Penn, et du journal électronique SSRN Urban Research.

Quel est votre point de vue sur le processus du Town Hall et ses progrès jusqu'à présent ?

Je suis très enthousiaste à l'égard du processus du Town Hall, car c'est la deuxième fois que j'y participe à travers l'Assemblée générale des partenaires. Nous avons retenu les leçons apprises à Durban en 2019 : premièrement, en impliquant beaucoup plus de partenaires dans la création de la note d'orientation et deuxièmement, en examinant la note d'orientation avec le comité d'orientation de CGLU avant le Town Hall. Cette réunion en amont du Congrès s'est avérée très utile car nous avons obtenu des contributions qui nous ont aidés à conclure la note d'orientation. Troisièmement, cette fois-ci, les personnes qui gèrent le processus à CGLU ont plus été à même de faire participer les maires lors des échanges du Town Hall lui-même. Cela a rendu le débat très intéressant. Et enfin, les activités de la conférence étaient très bien positionnées. Elles étaient situées au centre : lorsque vous entriez, vous y étiez, avec les installations du Town Hall en face de vous.

Comment voyez-vous le Pacte pour l'Avenir ?

Positivement. Le Pacte est très réussi, il décrit comment les collectivités et les villes peuvent travailler, et il ouvre des champs auxquels nous, en tant que société civile, pouvons collaborer pour aller de l'avant. Il est très visionnaire quant à ce qu'il faut accomplir à l'avenir pour faire face à nos responsabilités et profiter des opportunités quant à la création d'espaces urbains durables.



Eugenie L. Birch

Quelles conclusions tirez-vous du Congrès ?

Le fond des discussions était remarquable. J'aimerais ajouter quelques mots pour saluer le leadership d'Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU, car elle a porté CGLU à de nouveaux sommets en ces temps rendus difficiles par le COVID-19, les conflits et la crise climatique. Mais elle et le conseil exécutif de CGLU ont réussi à identifier les questions essentielles du moment et se sont efforcés de les résoudre.

Quelles sont les prochaines étapes pour l'Assemblée générale des partenaires ?

Nous sommes tous attentifs à deux phénomènes, les deux grandes tendances : l'urbanisation rapide et la lutte contre le changement climatique, pour tenter de résoudre les problèmes de population dans les villes et plus généralement dans le monde. Nous attendons avec impatience le Sommet pour l'Avenir, où nous poserons les bases d'un agenda de l'après-2030. Nous savons que nous avons beaucoup de travail à accomplir pour réaliser nos actions vis-à-vis de l'ODD n°11 et ses objectifs connexes.

INTERVIEW

TOWN HALL SUR LES SYSTÈMES

DE SOINS **Greg Munro**, Directeur de Cities Alliance

“L’heure est enfin venue pour les gouvernements locaux”

“Les systèmes de soin” est le document d’orientation issu du Town Hall, un espace de dialogue entre la société civile et les dirigeants politiques des gouvernements locaux et régionaux. Cities Alliance est l’une des principales organisations à avoir présenté ses conclusions au Congrès mondial et au Sommet des leaders mondiaux de CGLU. Le processus du Town Hall a également été soutenu par Public Services International, la Fédération Internationale des Associations et Institutions de Bibliothèques, le Civil Society Action Committee et Universal Health Coverage 2030. Le document final est disponible [ici](#).

Greg Munro est le directeur de Cities Alliance, une organisation partenaire d’UNOPS, qui cherche à relever les défis de la pauvreté urbaine et des quartiers informels, notamment dans les villes secondaires. Basée à Bruxelles, Cities Alliance travaille à l’échelle mondiale mais contribue aussi à des programmes nationaux. Avant de rejoindre Cities Alliance en 2021, Greg Munro a servi le Commonwealth Local Government Forum (CLGF) à Londres en tant que Secrétaire Général, soutenant la démocratie locale et la décentralisation dans les 54 nations du Commonwealth.

Quel est votre point de vue sur le mécanisme du Town Hall et les progrès réalisés jusqu’à présent ? En particulier sur votre thématique, les systèmes de soins ?

Nous avons dirigé le processus du Town Hall sur les systèmes de soins, et je crois qu’il a été particulièrement inclusif, avec une large consultation des parties prenantes, y compris de la société civile. Le déroulement de la consultation a été excellent. Nous l’avons par la suite présenté en séance plénière lors du Congrès et nous avons recueilli les réflexions de dirigeants politiques et sociaux. Hier, nous nous sommes adressés à l’Assemblée générale.

Toutes ces contributions alimentent le Pacte pour l’Avenir. C’est mon troisième congrès et la force que j’y vois est la prise de conscience des responsables des collectivités locales et régionales qu’ils sont aussi des dirigeants mondiaux et font partie du système multilatéral. Ils doivent contribuer à diriger mais aussi à soigner le monde dans ce cadre précis. C’est la force de ce Congrès.

Cette année, j’ai été témoin d’une énergie particulière. En tant que leaders proches du peuple, les responsables locaux ont évoqué un tout nouvel écosystème pour les autorités locales, liées ainsi à la population par un nouveau contrat social. Dans un véritable système solidaire, les populations peuvent agir sur leur propre vie et ne pas se contenter d’être de simples bénéficiaires passifs. Les gouvernements locaux permettent aux personnes marginalisées et aux plus vulnérables de se reconnecter à la société et d’agir.

Comment voyez-vous le Pacte pour l’Avenir ?

Je pense que ce Pacte est formidable, j’ai une très bonne intuition à son sujet. Hier, j’ai pris une photo de toute l’Assemblée et je l’ai envoyée à mon neveu. Je lui ai dit : “C’est la version des Nations unies pour les collectivités locales.” Le Pacte place les responsables des collectivités locales véritablement dans le système multilatéral.

Quelles sont vos principales conclusions du Congrès ?

Les progrès réalisés au fil des ans sont remarquables. “L’heure est venue pour les gouvernements locaux”, c’est le titre de cette année. Je pense qu’il est vraiment temps pour les collectivités locales de se mobiliser et de faire partie du mouvement multilatéral mondial.

Quelles sont les prochaines étapes pour votre organisation ?

Cities Alliance n’est pas membre de CGLU. Nous travaillons sur toute la planète au service des populations pauvres des villes. Au sein de CGLU, nous voulons faire entendre la voix des plus vulnérables et des plus marginalisés. Ils doivent être mis au cœur de tout ce qui se passera à l’avenir, et c’est mon rôle de porter ce message. C’est pour cela que nous sommes là : nous portons la problématique de la pauvreté urbaine dans ces conférences, et je crois que cette année encore nous y sommes parvenus. L’une de nos principales préoccupations est de pouvoir bâtir depuis la base, tout en incluant les plus vulnérables et les plus marginalisés.



Greg Munro



Andreas Wolter, Maire de Cologne

“Les gouvernements locaux et régionaux doivent de toute urgence passer de la surconsommation des ressources naturelles à la protection de la biodiversité, des océans, de la terre, du sous-sol et de l’atmosphère, car les modes de production et de consommation actuels sont destructeurs et totalement intenable.”

Lee Jang-woo, Maire de Daejeon

“Nous chercherons toutes les solutions permettant de rendre notre village planétaire plus prospère et de faire progresser le développement durable.”

Carola Gunnarsson, Maire de Sala

“Nous, autorités locales et régionales, sommes au plus proche des gens car leurs vies sont directement impactées par nos décisions. La paix, la démocratie, l’égalité des sexes et l’inclusion sont donc un impératif.”

Emilio Jatón, Maire de Santa Fe

“Aujourd’hui plus que jamais, nous devons être pleinement responsables de chaque décision que nous prenons.”

MEDIA forCITIES

A campaign led by



In collaboration with



urbanjournalism.institute/media-for-cities